

Grande incertitude à un mois des prochaines élections législatives grecques

Corinne Deloy
(avec Stellina Galitopoulou)

Analyse
1 mois avant
le scrutin

Le 31 octobre dernier, le Premier ministre George Papandreou (Mouvement socialiste panhellénique, PASOK) annonçait l'organisation d'un référendum sur le plan de sauvetage de la Grèce voté par l'Union européenne le 27 octobre à Bruxelles pour sortir la Grèce de son surendettement en imposant au pays une tutelle économique et une cure d'austérité renforcées. L'annonce avait provoqué stupeur et indignation en Grèce et dans toute l'Europe, fait dévisser les bourses européennes, américaines et asiatiques et surpris les marchés financiers.

« *La chose est suicidaire* » avait déclaré Michalis Matsourakis, chef économiste de la banque grecque Alpha Bank, qui voyait dans l'annonce du référendum une tentative de George Papandreou de sortir de sa solitude et de la crise politique qui minait le pays en acculant les partis de l'opposition qui, jusqu'alors, refusaient catégoriquement d'appuyer les mesures d'extrême rigueur prises par le gouvernement, à se positionner sur le plan européen de façon à calmer la contestation sociale liée à la brutale dégradation des conditions de vie. Le Premier ministre, qui avait de plus en plus de mal à obtenir le soutien des membres du PASOK ou des ministres de son gouvernement, avait dès juin 2011 proposé à l'opposition de s'unir au PASOK pour former un gouvernement de coalition. La droite avait opposé une fin de non recevoir à cette proposition.

Les autorités européennes ont vu dans l'annonce de George Papandreou un coup de poker qui menaçait le plan de sauvetage sur lequel les partenaires européens d'Athènes s'étaient difficilement mis d'accord. « *George Papandreou a mal calculé les réactions internationales, ce qui montre qu'il était en panique* » avait déclaré le politologue Georges Sefertzis.

Le 9 novembre, George Papandreou est finalement contraint à la démission. Il est remplacé deux jours plus tard par Lucas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne et ancien président de la Banque centrale grecque. Il forme un gouvernement d'union nationale résultant d'un accord entre 3 partis politiques : le PASOK, Nouvelle démocratie (ND) et le parti d'extrême droite de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS). Le nouveau Premier ministre est un expert reconnu qui rassure les créanciers et les partenaires de la Grèce, ainsi qu'un fin connaisseur des institutions européennes. Il a pour mission de sauver le pays de la faillite et d'éviter sa sortie de l'euro et en appelle à « *l'unité et la coopération de l'ensemble des partis* » pour mener sa tâche à bien. Deux vice-présidents de Nouvelle démocratie, l'ancien commissaire européen à l'Environnement (2004-2010) Stavros Dimas et l'ancien maire d'Athènes, Dimitris Avramopoulos, font leur entrée au gouvernement. ND détient désormais 6 postes dans la nouvelle équipe. Le LAOS compte 4 ministres, une première dans l'histoire du pays. Le ministre sortant des Finances, Evangelos Venizelos (PASOK), est maintenu à son poste.

« *J'assume la responsabilité au moment le plus difficile de l'histoire moderne du pays. Tout seul, je ne peux pas y arriver. Malgré les sacrifices du peuple, l'évolution de la crise est toujours incertaine* » souligne Lucas Papa-

demos devant la Vouli (Parlement) le 14 novembre. Le nouveau Premier ministre, qui a renoncé à son salaire, recueille une majorité de 255 voix, contre 38 et 7 absentes. Le Parti communiste (KKE) et la Coalition de

la gauche radicale (SYRIZA) qualifient le gouvernement d'anticonstitutionnel et d'illégitime et demandent l'organisation d'élections législatives anticipées.

Le gouvernement de Lucas Papademos avait pour mission d'achever l'opération d'effacement d'une partie de la dette du pays et d'assurer la mise en place du 2e plan de sauvetage de la zone euro. « *Son mandat doit se terminer le 12 avril (date à laquelle l'échange des obligations de l'accord sur la restructuration de la dette grecque sera achevé)* » a annoncé le porte-parole du gouvernement, Pantelis Kapsis. Le Premier ministre a toujours indiqué qu'il ne souhaitait pas servir les deux ans restants de la mandature. « *Les objectifs fixés pour ces 5 derniers mois (à savoir l'échange d'une partie de la dette avec les créanciers privés destiné à effacer plus de 100 milliards € de dette du pays et empêcher la faillite) ont été atteints* » a déclaré Antonis Samaras, leader de Nouvelle démocratie.

Le 11 avril dernier, le Premier ministre Lucas Papademos a annoncé que les prochaines élections législatives auraient lieu le 6 mai. Les partenaires européens de la Grèce craignent que ce scrutin bénéficie aux partis extrémistes (de droite et de gauche) ou radicaux qui sont hostiles au plan de sauvetage et auraient préféré que les élections soient repoussées. Une enquête d'opinion montre que la « punition » des responsables de la crise constitue la motivation principale de la majorité des Grecs (41,9%) pour se rendre aux urnes le 6 mai. Un peu plus d'un quart des électeurs (29,5%) déclarent qu'ils donneront leur suffrage au parti qui leur semblera le plus compétent pour sortir le pays de la crise et 21,7% qu'ils voteront en faveur de celui le plus à même de former un gouvernement stable et de mener à bien les réformes nécessaires.

Une crise économique d'ampleur historique

Quelques semaines après la victoire du PASOK aux élections législatives du 4 octobre 2009 avec le slogan « De l'argent, il y en a ! » (*Lefta uparxoun !*), le nouveau Premier ministre George Papandreou révèle que le déficit de la Grèce s'élève à 12,7% du PIB - au lieu de 6% annoncés par le précédent gouvernement conduit par Costas Caramanlis (ND). La falsification des comptes publics par les précédents gouvernements

est mise à jour et remet en question la transparence de la Grèce vis-à-vis de ses partenaires européens. La confiance des marchés est mise à mal et les agences de notation dégradent la note de la Grèce, contribuant à augmenter les taux d'intérêt auxquels Athènes peut emprunter de l'argent. George Papandreou présente alors son premier plan de rigueur destiné à faire baisser le déficit du pays sous la barre de 3% du PIB. Début 2010, la Commission européenne place la Grèce sous surveillance et les chefs d'Etat et de gouvernements européens assurent Athènes de leur soutien. En avril 2010, le pays se retrouve néanmoins en cessation de paiement et incapable de régler le service de sa dette. George Papandreou est contraint de demander officiellement l'aide de Bruxelles.

En mai 2010, la Grèce reçoit du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne 110 milliards € (prêt sur 3 ans). En échange, le gouvernement doit mettre en œuvre des mesures de grande austérité destinées à réaliser 30 milliards € d'économies en 2012 (notamment par la privatisation de plusieurs entreprises publiques, l'objectif final est fixé à 50 milliards € d'ici à 2015). Les salaires de la fonction publique chutent de 25% et les pensions de retraites de 10% ; les impôts augmentent (hausse de la TVA à 23%). Le nombre de trimestres de cotisation pour le droit à la retraite croît et de nombreuses primes sont supprimées. Enfin, 30 000 fonctionnaires sont licenciés (l'objectif étant d'arriver à 100 000 sur 3 ans) et le gouvernement décide de cesser de remplacer neuf départs à la retraite sur dix dans la fonction publique. Ce plan ne permet cependant pas à l'économie grecque de renouer avec la croissance et ne parvient pas à dissiper les craintes concernant ses finances publiques. En 2011, le déficit budgétaire est supérieur au montant escompté, la croissance plus faible qu'attendue et beaucoup des réformes structurelles prévues ne sont toujours pas mises en place. Les 26 et 27 octobre 2011, le Conseil européen décide de la mise en place d'un 2e plan d'aide de 130 milliards € en faveur d'Athènes.

Ce 2e plan a été mis en place en février 2012 dans l'urgence, la Grèce devant absolument rembourser 14,4 milliards € de bons du trésor arrivant à maturité avant le 20 mars sous peine de se retrouver en cessation de

paiement. Il efface par la décote de 53,5% de la valeur nominale des obligations de l'Etat grec une partie de la dette privée (celle détenue par les banques et les fonds d'investissement) à hauteur d'au moins 107 milliards €, soit la moitié des 206 milliards € d'emprunts souscrits par les banques, les assureurs et autres fonds financiers (la dette publique totale du pays s'établit à plus de 350 milliards €, un montant revu à la hausse et un record dans l'histoire). Il s'agit de la plus grosse restructuration de tous les temps. Le ministre grec des Finances Evangelos Venizelos remercie alors les créanciers privés « *d'avoir partagé les sacrifices du peuple grec dans un effort historique* ».

En contrepartie de leur perte, les banques internationales et grecques ont obtenu une garantie de 30 milliards € sur les nouveaux titres qui seront émis. Le plan de sauvetage financier s'accompagne également d'un nouveau train de mesures d'austérité : baisse de 22% du salaire minimum (586 € bruts sur 14 mois), réduction de 10% des retraites complémentaires (le déficit des caisses de retraite dépasse 4,5 milliards €). Athènes s'engage à économiser 3,3 milliards €. Les taux d'intérêt des prêts consentis à la Grèce sont diminués et les plus-values réalisées sur les créances grecques seront reversées à Athènes, de façon à faire diminuer les besoins de financement du pays (1,8 milliard € au total). Plusieurs réformes structurelles doivent être mises en place parmi lesquelles celle de l'administration publique dont les effectifs doivent être considérablement réduits et celle de la collecte des impôts pour lutter contre l'évasion fiscale (chasse aux mauvais payeurs, suppression de nombreux avantages fiscaux et création de nouveaux impôts). Le gouvernement doit également effectuer de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. Les tarifs des services publics ont été augmentés (+ 50% pour l'électricité par exemple) et les privatisations doivent se poursuivre à un rythme plus soutenu. « *En 2012, les investissements privés atteindront au moins 9 milliards €* » a déclaré Lucas Papademos.

Selon les analystes financiers, si la Grèce met en œuvre les réformes prévues pour réduire son train de vie, elle devrait enregistrer en 2012, pour la première fois depuis des années, un excédent primaire (c'est-à-dire

hors service de la dette) de 1,1%. L'objectif est toutefois ambitieux compte tenu de la situation actuelle de l'économie (PIB en recul de 5,5% en 2011 et prévision de baisse de 2,8% en 2012). Le gouvernement a publié ses objectifs en matière de déficit public : - 6,1% en 2013, - 5,1% en 2014 et - 4,2% en 2015. A cette date, la dette publique devra être tombée à 286 milliards €, soit 126% du PIB. « *L'économie grecque va passer une année très difficile, que ce soit au niveau économique, social ou même politique. Elle s'apprête à affronter dix ans de sacrifices énormes* » a indiqué Savvas Robolis, professeur d'économie à l'université Panteion d'Athènes. L'enjeu principal de l'aide à Athènes est de ramener le taux d'endettement du pays, qui représente actuellement 160% du PIB, à 120,5% en 2020, soit un niveau jugé soutenable à long terme de façon à permettre au pays de revenir sur les marchés à moyen terme. Le budget 2012, qui comprend de nouvelles hausses d'impôts, la baisse des salaires des fonctionnaires et une réduction du nombre des salariés du secteur public, a été voté par 258 voix, contre 41.

« *Pour que l'Union européenne et le FMI soutiennent la Grèce, ils doivent être certains que l'effort sera maintenu dans la durée, qu'il ne concerne pas seulement l'avenir immédiat et ce gouvernement, mais aussi les gouvernements futurs* » a déclaré le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ajoutant « *Ce n'est pas un sprint, c'est un marathon. C'est pourquoi il est important d'avoir une confiance absolue. En fin de compte, tout est une question de confiance* ». « *Notre position en Europe est non négociable. La Grèce est et restera une partie de l'Europe unie et de l'euro* » a indiqué le Premier ministre Lucas Papademos qui s'est dit conscient que cette « *participation impliquait des obligations* ». La grande majorité des Grecs (environ 80% selon les derniers sondages) soutiennent l'adhésion de leur pays à la zone euro. Selon une enquête d'opinion réalisée mi-février, 82% des personnes interrogées imputaient la responsabilité de la crise économique à leur gouvernement. Seules 9,3% d'entre elles désignaient les marchés et les spéculateurs comme coupables et 6% le FMI et l'Union européenne. « *La crise est à 90% un problème d'ordre politique* » a déclaré Panagiotis Korliras, président du Centre de planification et de recherche économique (Kepe).

Le pays a connu quatre années de récession économique depuis 2008. Tous les Grecs font face actuellement à une dégradation de leur niveau de vie. Chaque citoyen a dans son entourage proche (famille ou amis) quelqu'un qui a perdu son emploi ; 150 000 postes ont été supprimés dans la fonction publique au cours des trois dernières années ; de nombreux commerçants ont dû fermer leur boutique et ne peuvent bénéficier des allocations chômage. Ce dernier fléau affecte 21% de la population active en décembre 2011 (10,2% en décembre 2009). La moitié des jeunes de moins de 24 ans sont sans emploi, une augmentation de 41,2% en un an selon les chiffres de l'Autorité des statistiques grecques (ESA). Entre 2000 et 2010, alors que la productivité stagnait, les salaires ont augmenté en Grèce de 54% (28,7% au Portugal et 18,6% en Allemagne). L'économie informelle représente environ un tiers de l'économie officielle du pays et le coût de l'évasion fiscale est estimé à 13 milliards € par an. L'économie grecque devrait se contracter en 2012 de 4,5% et le déficit du pays devrait atteindre 10,6% du PIB.

« *Le gouvernement issu des prochaines élections législatives devra poursuivre la politique d'assainissement des comptes publics et réduire les dépenses de 12 milliards € en 2013 et 2014* » a mis en garde Lucas Papademos, ajoutant « *Le but est de limiter le gaspillage et de ne pas réduire encore davantage les salaires. Cette année et le début de l'année prochaine ne seront pas faciles mais il faut poursuivre l'effort pour que les sacrifices du peuple grec ne soient pas perdus* ».

Les raisons du naufrage

« *A l'origine de la dette grecque, il y a le fait que les dirigeants du pays ont toujours confondu la notion de crédit avec celle de revenu* » indique Nicolas Bloudanis, historien, ajoutant « *l'appartenance à la monnaie unique a permis à la Grèce d'emprunter à bas coût et donc à la classe politique de renforcer sa base électorale en recrutant des fonctionnaires à tour de bras* ».

Depuis le retour de la démocratie en 1974, les deux grands partis qui dominent la vie politique et se succèdent aux affaires – le PASOK et la Nouvelle démocratie (ND) – ont en effet consolidé le système clientéliste, marque de fabrique de l'Etat grec né au XIXe siècle, en embauchant de nombreux fonctionnaires.

L'économie grecque est contrôlée par l'Etat et, de ce fait,

peu fonctionnelle. Le secteur public est atrophié (l'Etat emploie 45% de la population active) et le secteur privé est constitué de très petites entreprises ou de gigantesques entreprises d'armement maritime. La situation catastrophique de l'économie grecque s'explique en partie par la prodigalité des dépenses mais elle est aussi le résultat des importantes faiblesses structurelles de l'économie nationale.

L'assèchement des finances publiques et des fonds européens, qui ont été largement accordés à Athènes depuis son entrée dans l'Union européenne en 1981 (mais que le pays n'a pas utilisé pour développer son système productif et améliorer la productivité de son industrie), ont mis à mal l'économie. En outre, l'adhésion du pays à l'euro, qui a permis à Athènes d'emprunter sur les marchés aux mêmes conditions que l'Allemagne, a contribué à creuser le déficit. Selon l'écrivain Nikos Dimou, « *le problème est avant tout culturel. Pendant des années, les gens ont vu l'Etat gonfler et employer la moitié du pays. Ils se sont habitués à recevoir de l'argent de l'Etat et de l'Europe. L'évasion fiscale n'était pas considérée comme un délit mais comme un droit* ». En Grèce, l'Etat a toujours été perçu comme un lieu de distribution d'argent et de privilèges plutôt que comme une instance régulatrice capable de prélever et de redistribuer l'impôt.

Les structures politiques, juridiques et économiques de la Grèce ont peu à voir avec celles des autres pays d'Europe. Elles ont découragé l'entrepreneuriat et les investissements étrangers et montré leur inefficacité face à la corruption. Le pays a toujours favorisé les exonérations d'impôt plutôt que l'octroi de prestations financées par l'impôt. Cette politique a entraîné des phénomènes de corruption (plusieurs scandales financiers ont été mis à jour ces derniers mois) et l'impunité dont ont bénéficié de nombreuses personnalités politiques ou administratives a entraîné un fort ressentiment des Grecs vis-à-vis de leurs institutions politiques et judiciaires. « *En Grèce, l'Etat est un Etat autoritaire dont il faut se méfier* » affirme Nicolas Bloudanis. « *Face à l'incapacité de l'Etat à relever les défis du pays, les Grecs ont inventé au XIXe siècle l'évergétisme, mécanisme d'apaisement des inégalités sociales* » souligne l'historien Anastassios Anastassiadis.

L'évergétisme est le nom donné à une politique sociale menée par des voies privées.

Les enjeux des élections législatives

La classe politique grecque est désormais largement discréditée. Au cours des derniers mois, de nombreux hommes politiques, y compris le président de la République Karolos Papoulias, ont dû faire face aux huées de la population et ont subi à plusieurs reprises des jets de projectiles lors de manifestations publiques. Les élections législatives du 6 mai devraient fragmenter l'échiquier politique. Les deux principaux partis - PASOK et ND - recueillent leur plus faible taux d'approbation depuis 1974, année du retour du pays à la démocratie (environ 35% à eux deux). Selon un sondage réalisé par l'institut de l'opinion publique, GPO, au début du mois d'avril, le pourcentage de citoyens ne s'estimant pas représenté par les forces politiques en présence s'établit à 25% ; 50,4% des Grecs considèrent qu'aucun des leaders des deux principaux partis - Antonis Samaras ou Evangelos Venizelos - n'est qualifié pour devenir le prochain Premier ministre.

En tête dans les enquêtes d'opinion, Nouvelle démocratie (ND) espère capitaliser sur le mécontentement des Grecs après deux années de forte austérité. Antonis Samaras demande aux électeurs de lui accorder la majorité absolue afin « *d'avoir la force nécessaire pour négocier à l'étranger* ». De nombreux analystes considèrent que l'établissement d'un gouvernement d'union nationale (coalition ND-PASOK) serait bénéfique à la Grèce mais Antonis Samaras ne veut pas en entendre parler. Les deux principaux partis grecs entretiennent des relations hostiles depuis des décennies. « *Je veux avoir les mains libres. Une majorité claire est nécessaire pour gouverner correctement le pays* » a déclaré le leader de ND qui veut rassurer ses partenaires européens et répète qu'il respectera à la lettre les engagements de son pays, c'est-à-dire le cadre et les objectifs du 2e programme d'aide. Il espère cependant être en mesure, après les élections législatives, de renégocier les conditions de sa réalisation. Antonis Samaras souhaite ancrer son parti à droite, affichant des positions très fermes sur l'immigration et la sécurité afin de réduire les potentielles défections d'électeurs,

notamment ceux qui reprochent à ND d'avoir entériné le transfert de la souveraineté nationale, vers le parti LAOS. Ce parti d'extrême droite avait, dès 2009, suggéré le nom de Lucas Papademos pour diriger le gouvernement et sortir la Grèce de la crise. Il a gagné ses galons de partenaire politique responsable en approuvant, seul, avec le PASOK, le plan de sauvetage international de mai 2010. Le parti s'est cependant opposé au 2e plan d'octobre 2011.

Deux nouveaux partis se sont récemment créés à droite. L'Alliance démocratique (DS) a été fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis. Le Parti des Grecs indépendants (AE) a été créé le 24 février par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire, Panos Kammenos. Ces deux leaders sont d'anciens membres de ND. Dora Bakoyannis en a été exclue le 6 mai 2010 après avoir voté en faveur du premier plan de sauvetage (le parti d'Antonis Samaras y était opposé) et Panos Kammenos l'a quitté après avoir refusé de voter la confiance au gouvernement de Lucas Papademos.

« *J'ai pris des décisions difficiles. Elles ont pu me coûter cher politiquement mais elles en valaient la peine* » a déclaré George Papandreou. Son successeur à la tête du PASOK, Evangelos Venizelos, a abonné son mandat de ministre des Finances pour faire campagne. Le PASOK est en effet au plus bas dans les enquêtes d'opinion. Lors de son élection le 18 mars, Evangelos Venizelos (remplacé par Filippos Sachinidis (PASOK) au gouvernement) a admis que le PASOK devait aux Grecs « *de larges et honnêtes excuses pour nos erreurs et nos omissions* ». Il devrait être le grand perdant du scrutin du 6 mai même s'il faudra sans doute compter avec lui pour former le prochain gouvernement.

A gauche, deux nouveaux partis ont également vu le jour : la Gauche démocratique, dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis, qui soutient l'accord de décote de la dette détenue par les créanciers privés mais s'oppose au nouveau plan d'austérité qu'elle veut renégocier, et le Parti du nouveau contrat social, co-dirigé par Louka Katseli, ancienne ministre de l'Economie (2009-2010), du Travail et de la Sécurité sociale (2010-2011) (exclue

du PASOK après avoir refusé de voter la baisse du salaire minimum), et par Haris Kastanidis ancien ministre de la Justice, de la Transparence et des Droits humains (2009-2011), de l'Intérieur (février-novembre 2011), qui promet d'alléger la politique d'austérité du gouvernement actuel.

Du côté de l'extrême gauche, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) s'est divisée sur la question de la participation au gouvernement d'union nationale. Le parti demande une augmentation des taxes des armateurs (la Grèce possède la plus grande flotte commerciale du monde) et souhaite que la Banque centrale européenne puisse imprimer de la monnaie. « *La question est de savoir s'il y a une alternative en Europe, pas seulement en Grèce* » a souligné Alexis Tsipras, leader du groupe SYRIZA au Parlement et président de l'une de ses composantes, Synapsimos. « *La richesse existe mais on ne peut la taxer ; les banques suisses recèlent 600 milliards € détenus par des Grecs, soit une somme supérieure à la dette du pays* » a-t-il ajouté.

Enfin, la secrétaire générale du Parti communiste (KKE), Aleka Pappariga, a déclaré : « *Nous n'avons pas l'intention de coopérer avec SYRIZA car nous avons des objectifs différents. Ce parti est membre du système, nous ne le sommes pas* ». Les communistes sont opposés à l'appartenance de la Grèce à la zone euro et au plan de sauvetage.

Le système politique grec

Le parlement grec (Vouli), monocaméral, compte 300 membres, élus pour 4 ans au sein de 56 circonscriptions au scrutin proportionnel appelé proportionnelle renforcée. Les électeurs votent pour une liste au sein de laquelle ils peuvent exprimer leurs préférences. 51 circonscriptions désignent 288 députés, les 12 parlementaires restants, appelés députés nationaux car ils représentent l'ensemble de la Grèce – une position honorifique –, sont désignés à partir des résultats de chacun des partis politiques à l'échelon national. Ce système électoral garantit un niveau de représentativité de 70% aux partis politiques en droit d'être représentés au Parlement (c'est-à-dire ayant recueilli un minimum de 3% des suffrages exprimés). Tout parti obtenant au moins 41% des suffrages est assuré d'obtenir la majorité absolue à la Vouli.

Le vote est obligatoire en Grèce jusqu'à l'âge de 70 ans. L'abstention peut être punie d'une peine d'emprisonnement allant d'un mois à un an.

5 partis politiques sont actuellement représentés au Parlement :

– Le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK), arrivé en tête des élections législatives du 4 octobre 2009. Fondé en septembre 1974 par l'ancien Premier ministre (1981-1989 et 1993-1996) Andreas Papandreou, le parti est dirigé depuis le 18 mars dernier par l'ancien ministre de la Défense (2009-2011) et ancien ministre des Finances (2011-2012) Evangelos Venizelos. Il possède 160 députés ;

– La Nouvelle démocratie (ND), centre-droit, fondée en octobre 1974 par l'ancien Président de la République (1980-1995) et ancien Premier ministre (1955-1963 et 1974-1980), Constantin Caramanlis, est dirigée par Antonis Samaras. Elle compte 91 sièges ;

– Le Parti communiste (KKE), fondé en 1918, issu du Mouvement socialiste et ouvrier, communiste et anti-européen et dirigé par Aleka Pappariga, possède 21 députés ;

– L'Alarme orthodoxe populaire (LAOS, qui signifie peuple), parti d'extrême droite fondé en 2000 par le journaliste Georgios Karatzaferis, ancien membre de la Nouvelle démocratie, compte 15 sièges ;

– La Coalition de la gauche radicale (SYRIZA), parti d'extrême gauche, né en 2004 du rassemblement de l'ancien parti Synaspismos et de plusieurs organisations de gauche (dont l'ancienne aile gauche du PASOK), de militants communistes et d'écologistes. Dirigé par Alexis Tsipras, elle possède 13 députés.

Les dernières enquêtes d'opinion révèlent un éclatement du paysage politique grec dominé durant 1974 par l'alternance entre le PASOK et ND. Dans le dernier sondage réalisé par l'institut de l'opinion publique GPO pour la chaîne de télévision Mega le 11 avril dernier, le parti d'Antonis Samaras (ND) recueillerait 18,2% des suffrages devant le PASOK qui obtiendraient 14,2% des voix. Le Parti communiste est crédité de 8%, le Parti des Grecs indépendants de 7%, la Coalition de la gauche radicale de 6,2%, la Gauche démocratique de 5,9%, l'Alarme orthodoxe populaire de 4% et, enfin, le parti néo-nazi Chryssi avghi (Aube dorée) dirigé par Ni-

kolaos Michaloliakos, un peu plus de 3%, indispensable pour être représenté au parlement.

Aucun des deux « grands » partis ne serait donc en mesure de former seul un gouvernement, les « petits » partis devraient

donc se retrouver en position d'arbitre. « Ces élections législatives sont difficiles et cruciales pour l'avenir et inaugurent une nouvelle période, la plus importante depuis 1974 » a souligné Thomas Gerakis, directeur de l'institut d'opinion Marc.

Rappel des résultats des élections législatives du 4 octobre 2009 en Grèce

Participation : 70,92% (la participation est obligatoire en Grèce)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	3 012 373	43,92	160
Nouvelle démocratie (ND)	2 295 967	33,48	91
Parti communiste de Grèce (KKE)	517 154	7,54	21
Alerte populaire orthodoxe (LAOS)	386 152	5,63	15
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	315 627	4,60	13
Verts écologistes (OP)	173 449	2,53	0
Autres	157 620	2,30	0

Source : Ministère grec de l'Intérieur <http://ekloges-prev.singularlogic.eu/v2009/pages/index.html?lang=en>

Les élections législatives grecques devraient avaliser l'atomisation du paysage politique

C'est un pays malade qui va se rendre aux urnes le 6 mai prochain pour renouveler les 300 membres du Parlement. La Grèce traverse en effet une grave crise économique qui a ébranlé toutes ses structures et notamment ses institutions politiques.

« Les grands objectifs de ce gouvernement ont été atteints. Nous avons évité le risque imminent de la faillite et créé les meilleures conditions pour la poursuite de cet effort. Le nouveau gouvernement doit poursuivre sur cette voie pour la reconstruction de l'économie » a déclaré le Premier ministre sortant Loukas Papademos le 11 avril dernier en annonçant à la télévision la tenue des prochaines élections législatives, anticipées de 17 mois.

« Les choix que nous allons faire ne vont pas seulement définir quel gouvernement nous aurons au lendemain des élections. Ils vont définir l'avenir du pays pour les prochaines décennies. Le pays doit choisir la voie qui lui assure sa position au sein de l'Union européenne et la zone euro, la voie de l'assainissement de l'économie du pays et des réformes structurelles » a ajouté le chef du gouvernement.

32 partis sont en lice pour les élections législatives du 6 mai prochain, soit +9 par rapport au précédent scrutin du 4 octobre 2009.



LA CRISE ÉCONOMIQUE

La Grèce a été contrainte de faire appel en mai 2010 à l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. Le pays a reçu 110 milliards € des deux institutions et a dû mettre en place de nombreuses mesures d'austérité destinées à réaliser 30 milliards € d'économies en 2012 (privatisation de plusieurs entreprises publiques, baisse des salaires de la fonction publique et des pensions de retraites de 10%, augmentation des impôts, réduction du nombre des fonctionnaires, etc.). La faiblesse de la croissance, la lenteur de la mise en place des réformes structurelles et de la baisse du déficit budgétaire ont cependant obligé Athènes à accepter un deuxième plan d'aide de 130 milliards € voté par l'Union européenne les 26 et 27 octobre 2011 imposant au pays une tutelle économique et une cure d'austérité renforcées qui ont été mises en œuvre en février 2012. L'enjeu principal de l'aide à la Grèce est de ramener le taux d'endettement du pays, qui représente 160% du PIB, à 120,5% en 2020, jugé soutenable à long terme de façon à permettre au pays de revenir sur les marchés à moyen terme.

Le 25 avril dernier, Athènes a achevé la restructuration de sa dette souveraine détenue par des créanciers privés (celle détenue par les banques et les fonds d'investissement).

LA CRISE POLITIQUE

Le 9 novembre 2011, le Premier ministre George Papandréou (Mouvement socialiste panhellénique, PASOK) a été contraint à la démission après avoir indiqué qu'il souhaitait organiser un référendum sur le plan de sauvetage de la Grèce voté en octobre par l'Union européenne. L'annonce avait provoqué stupeur et indignation en Grèce et dans toute l'Europe. Le 11 novembre, il a été remplacé par Lukas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne et ancien président de la Banque centrale grecque, qui a alors formé un gouvernement d'union nationale résultant d'un accord entre 3 partis politiques : le PASOK, Nouvelle démocratie (ND) et le parti d'extrême droite, l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS). Lukas Papademos, expert reconnu qui rassure les créanciers et les partenaires de la Grèce de la zone euro, veut parvenir à sauver le pays de la faillite et éviter sa sortie de l'euro en achevant l'opération d'effacement d'une partie de la dette du pays et en assurant la mise en place du 2e plan de sauvetage de la zone euro.

La classe politique grecque est actuellement discréditée. Plusieurs hommes politiques, y compris le président de la République Karolos Papoulias, ont essuyé huées et jets de projectiles lors de leurs dernières apparitions publiques. Ce rejet concerne principalement les 2 « grands » partis (ND et PASOK) qui, aux yeux des Grecs, portent la responsabilité de la crise économique et la responsabilité d'avoir accepté le plan d'austérité. Ces 2 partis recueillent leur plus faible taux d'approbation depuis 1974, année du retour du pays à la démocratie, dans les enquêtes d'opinion : pas plus de 35% à eux deux alors qu'ils avaient obtenu ensemble 77,4% des suffrages lors des élections du 4 octobre 2009, 79,9% lors de celles du 16 septembre 2007 et 86% lors du scrutin du 7 mars 2004.

« Par rapport à 2009, les deux principaux partis ont perdu environ 35% de leur électorat : 25% pour le PASOK et 10% pour la ND au profit de petits partis de gauche et de droite » a déclaré Thomas Gerakis, directeur de l'institut d'opinion Marc.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les élections législatives du 6 mai devraient avaliser l'éclatement du paysage politique. Les 2 principaux partis sont accusés d'avoir mal géré l'Etat et ont perdu une grande partie de leur crédibilité. La population a souvent l'impression que si l'on diminue les salaires ou les pensions de retraite et si de nombreuses réformes sont mises en œuvre, les élites politiques et économiques conservent leurs privilèges.

Guy Verhofstadt, président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) au Parlement européen, a reproché à la Vouli (parlement grec) d'avoir accordé une avance de 29 millions € aux partis politiques pour le scrutin législatif du 6 mai. « Pourquoi devrions-nous poursuivre le 2e plan de sauvetage grec si les deux grands partis ne montrent aucun signe de volonté de changer le système ? » a-t-il interrogé. Notons que les 2 principaux partis ont tenté de faire voter par le parlement l'effacement d'une partie de leur dette aux banques privées et la réduction des taux d'intérêt sur la dette restante (de 8% à 4%). Projet qu'ils ont dû abandonner à la suite des réactions de la société civile et des médias. Le 10 avril, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a souligné que « le coût de la politique grecque est un scandale. Le financement de partis politiques fait partie des plus élevés d'Europe ». En 2011, ceux-ci ont reçu 54 millions € : 27,8

pour le PASOK 17 pour la ND, 5,2 pour le Parti communiste (KKE), 4,4 pour l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), 3,9 pour la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) et 1,8 pour les Verts.

La participation aux élections législatives du 6 mai prochain sera la première indication importante sur l'état d'esprit des Grecs, très affectés par 4 années consécutives de récession et la forte dégradation de leur niveau de vie.

Le leader de ND, Antonis Samaras, rejette la responsabilité des problèmes actuels du pays sur son rival socialiste. « Nous n'avons pas fait certaines choses que nous aurions dû faire mais le PASOK a fait des choses qu'il n'aurait pas dû faire » a-t-il déclaré. « Nous avons bien privatisé Olympic Airways (compagnie aérienne nationale) mais nous n'avons pas assez privatisé » a-t-il juste reconnu. Dorénavant, il envisage une privatisation (ou une externalisation) des services fiscaux. « Si nécessaire, nous ferons appel à des sociétés privées d'audit pour nous aider à collecter les impôts » a indiqué Antonis Samaras qui, par ailleurs, plaide pour un impôt unique de 15% sur les entreprises (celui-ci est actuellement de 23%). Il souhaite faire passer le taux de l'impôt sur le revenu, de 45% actuellement à 32% et baisser celui de la TVA de 23% à 19% pour stimuler la consommation et le marché de l'emploi.

Le principal parti de droite tente de surfer sur le mécontentement des Grecs mais pourrait pâtir de son soutien au plan de sauvetage et surtout à la cure d'austérité imposée au pays. « Nous demandons seulement une modification de certaines politiques pour favoriser la croissance et pour arrêter le cycle de récession » a déclaré Antonis Samaras qui tente de jouer la carte irlandaise : le leader de l'opposition Enda Kenny (Fine Gael, FG) avait remporté les élections législatives du 25 février 2011 dans son pays en faisant campagne sur une renégociation de la restructuration de la dette des banques irlandaises et des conditions fixées par les bailleurs de Dublin.

Antonis Samaras a mis en avant cinq objectifs pour ces élections législatives. Le premier est de « mettre fin au climat de désespoir et de misère » qui prévaut dans la société grecque ; le deuxième, d'indiquer clairement la façon dont la Grèce retrouvera la croissance ; le troisième, d'affirmer les différences existant entre la Nouvelle démocratie et les autres partis politiques. Quatrièmement, le leader de la

droite veut persuader les Grecs qu'il a les moyens de sortir le pays de la grave crise qu'il traverse et les convaincre qu'il a besoin d'une forte majorité pour le faire. Enfin, il affirme qu'il dit (et dira) toute la vérité au peuple grec. La Nouvelle démocratie a régulièrement mis en avant son désir de gouverner seule, ce qui, à une semaine du scrutin, semble impossible. Enfin, le parti a renouvelé ses listes de candidats : la moitié d'entre eux seront des primo-candidats.

L'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, et le Parti des Grecs indépendants (AE), créé le 24 février dernier par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire, Panos Kammenos (ce dernier et Dora Bakoyannis sont tous deux d'anciens membres de ND) pourraient prendre des voix au principal parti de droite. Panos Kammenos a déclaré « Nous préférons la mort à une collaboration avec le PASOK ou la ND dans un gouvernement de coalition ».

Mais la menace principale vient surtout de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), parti d'extrême droite fondé et dirigé par le journaliste Georgios Karatzaferis (ancien membre de ND), qui a approuvé le 1er plan de sauvetage de mai 2010 mais s'est opposé au 2e d'octobre 2011. Le contexte actuel de montée de la question migratoire dans le débat politique favorise en effet le parti d'extrême droite. L'une des dernières décisions prise par la Vouli, chambre unique du Parlement, le 10 avril dernier, a été l'adoption d'un amendement prévoyant la création près d'Athènes d'un centre d'accueil fermé pour sans-papiers, le premier des 30 annoncés par le ministre de la Protection du citoyen, Michalis Chryssohoïdes (PASOK). Ce dernier a qualifié la question des sans-papiers de « bombe pour la société et la sécurité du pays ».

En effet, les derniers sondages montrent que le mouvement néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée) dirigé par Nikolaos Michaloliakos pourrait dépasser le seuil de 3% des suffrages exprimés obligatoire pour être représenté au Parlement. Le mouvement, antisémite et xénophobe, fondé au début des années 1980 par des sympathisants des leaders de la dictature militaire qui ont gouverné la Grèce entre 1967 et 1974, a formé des milices qui opèrent dans les quartiers défavorisés d'Athènes et ont été plusieurs fois accusées d'attaques sur les immigrés ou des « Grecs d'apparence étrangère ». Nikolaos Michaloliakos a été élu

au conseil municipal d'Athènes lors des dernières élections locales des 7 et 14 novembre 2010 avec 5,3% des suffrages. Le parti, qui a recueilli 0,29% des suffrages aux dernières élections législatives du 4 octobre 2009, privilégie la communication directe avec les citoyens auxquels ils offrent par exemple une véritable protection contre les agressions, allant jusqu'à proposer d'assurer les services sociaux que, selon eux, l'Etat n'a plus les moyens de prendre en charge.

« La société grecque est un laboratoire de l'évolution de l'extrême droite. Nous traversons une crise financière sans précédent, la société est fragmentée et sans une société civile forte et où la corruption est présente à tous les niveaux de l'administration » affirme Nicos Demertzis, politologue de l'université d'Athènes, « Le parlement ne peut pas devenir le lieu des nostalgiques du fascisme et du nazisme » a déclaré le leader du PASOK, ancien ministre des Finances, Evangelos Venizelos. « Nous ne voulons pas voir le salut néo-nazi dans le parlement, nous ne voulons pas voir ceux qui croient à la violence être récompensés. Nous appelons toutes les forces politiques du pays à condamner ces actes violents, à résister et créer un front pour la protection des institutions démocratiques. La tolérance contribue à couvrir l'œuf du serpent » a souligné la porte-parole du parti, Fofi Gennimata.

A gauche, le nouveau leader du PASOK, Evangelos Venizelos, souhaite tourner la page de la crise au plus vite et repositionner son parti au centre de l'échiquier politique. Pour cela, il aura toutefois besoin de temps et devra parvenir à renouveler l'exécutif de son parti. Si le PASOK devrait être le grand perdant le 6 mai, il pourrait cependant être indispensable pour former le prochain gouvernement.

« Les socialistes sont mal, mais ne vont pas disparaître du jour au lendemain, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse » analyse Elias Nikolakopoulos, historien.

Si les élections législatives avaient lieu ce dimanche, pour quel parti politique voteriez-vous ?

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc	Résultats 2009
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	19,1	17,1	17,8	43,92
Nouvelle démocratie (ND)	25,5	24,1	21,9	33,48
Parti communiste (KKE)	10,6	8,7	9,2	7,54
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA),	9,1	10,3	11	4,60
Alarme orthodoxe populaire (LAOS)	4	3,4	4,2	5,63
Parti des Grecs indépendants (AE)	7,7	9,4	10,4	
Gauche démocratique (DIMAR)	5,4	8,4	8,8	
Aube dorée (CA)	5,2	4,3	5,2	0,29

QUEL GOUVERNEMENT APRÈS LE 6 MAI ?

Une chose est sûre : la composition du prochain gouvernement sera difficile. La question est la suivante : la Grèce aura-t-elle un gouvernement d'union nationale rassemblant la ND et le PASOK ou bien la prochaine coalition gouvernementale regroupera-t-elle plusieurs partis politiques, c'est-à-dire plusieurs « petits » partis autour d'un « grand », plus probablement de droite que de gauche ?

Les « petits » partis de gauche – le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Papariga, la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras et la Gauche démocratique (DIMAR) dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis – ont posé des conditions – difficilement acceptables pour les socialistes – pour une alliance gouvernementale avec le PASOK.

La possibilité que le scrutin législatif ne permette pas de dégager un véritable vainqueur et que la crise politique se prolonge, voire se renforce, est la grande crainte des analystes politiques mais aussi des dirigeants internationaux et des marchés financiers. Un exécutif fort est en effet la condition indispensable pour appliquer le plan de sauvetage et permettre au pays de retrouver l'équilibre budgétaire et la paix sociale.

La majorité des Grecs (59%) déclarent souhaiter que le prochain gouvernement rassemble la gauche et la droite dans une enquête d'opinion réalisée par l'institut KAPA Research le 20 avril pour le journal Ta Nea. En outre, les trois quarts des personnes interrogées (77%) disent que leurs prochains gouvernants mettent tout en œuvre pour que la Grèce reste dans la zone euro (13% souhaitent le retour à la drachme).

Les tableaux ci-dessous présentent les intentions de vote enregistrées par les trois dernières enquêtes d'opinion réalisées par les instituts KAPA, RASS et Marc. La colonne de droite présente les résultats obtenus par les parties aux élections législatives du 4 octobre 2007.

Quel serait selon vous le meilleur Premier ministre ?

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc
Antonis Samaras (ND)	25,8	29,2	15,5
Evangelos Venizélos (PASOK)	26,7	28,6	15,1

**Etes-vous favorable à la formation d'un gouvernement de coalition
à l'issue des élections législatives du 6 mai prochain ?**

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc
Oui	59	40,2	46,4
Non	41	59,8	53,6

Source : Kathimerini, 20 avril 2012

« Les derniers mois ont prouvé que face aux graves problèmes et aux énormes risques, nous pouvions travailler ensemble et surmonter nos différences » a déclaré le 11 avril dernier le Premier ministre sortant Lukas Papademos, ajoutant: « je suis certain que la société va investir dans la création et non pas dans la déconstruction. Il faut profiter des sacrifices qu'on a faits ces dernières années et ne pas détruire l'année prochaine ce qu'on a réussi l'année précédente ».

A l'heure où 10 partis politiques pourraient être représentés à la Vouli, soit le double du chiffre actuel, l'atomisation de la scène politique d'un pays structuré par le bipartisme depuis son retour à la démocratie en 1974, est la seule certitude que l'on peut avoir sur le scrutin. « Rien ne pourra me surprendre dans ces élections législatives » a souligné Takis Michas, journaliste politique au quotidien Eleftherotypia.

Les partis gouvernementaux et pro-européens s'effondrent aux élections législatives grecques

Les deux « grands » partis gouvernementaux, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et la Nouvelle Démocratie (ND), se sont effondrés aux élections législatives qui se sont déroulées le 6 mai en Grèce. Alors qu'ils avaient recueilli ensemble, 77,4% des suffrages lors du scrutin du 4 octobre 2009, ils ne rassemblent que 32,1% des voix trois ans plus tard, ce qui devrait rendre difficile la formation d'un gouvernement de coalition.

Les deux partis ont été sanctionnés pour avoir accepté les conditions d'austérité drastiques attachées aux deux plans de sauvetage de la Grèce du Fonds monétaire international (FMI) de l'Union européenne (mai 2010 et octobre 2011). La ND est arrivée en tête du scrutin avec 18,85% des suffrages et 108 sièges (+ 36). Le PASOK est sorti laminé du scrutin, recueillant 13,18% des voix (41 sièges, - 88). Les deux partis ne remportent donc ensemble que 149 sièges, soit - 2 sièges par rapport à la majorité absolue du Parlement (151).

Résultats

Le PASOK a été devancé par la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) qui obtient 16,78% des suffrages (52 sièges, + 41) ; ce qui met fin à la bipolarisation du pays en vigueur depuis le retour de la Grèce à la démocratie en 1974.

Dès l'annonce des résultats, Alexis Tsipras, leader du SYRIZA, a immédiatement appelé à la formation d'une coalition contre les conditions imposées au pays par le FMI et l'Union européenne en échange de leur aide financière. « *Par leur vote, les électeurs grecs ont donné un mandat pour une nouvelle aube pour notre pays, où la solidarité et la justice remplacerait les mesures barbares des plans de renflouement* » a-t-il déclaré. Alexis Tsipras est favorable au gel des remboursements d'Athènes à ses créanciers et à la renégociation du plan de sauvetage. « *Affirmer que notre appartenance à l'euro est en danger est un mythe construit de toutes pièces, un chantage exercé par les partis favorables aux plans de renflouement et un outil visant à pressurer le peuple afin qu'il accepte des mesures qui nous amèneront la misère* » a-t-il répété durant la campagne électorale. Le Parti communiste (KKE) d'Aleka Papatou, qui a pris la 5e place avec 8,48% des suffrages (26 sièges, + 5), a toutefois rejeté l'offre de la Coalition de la gauche radicale.

Le Parti des Grecs indépendants (AE), créé le 24 février dernier par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire, Panos Kammenos, a pris la 4e place en recueillant 10,6% des voix (33 sièges). La Gauche démocratique (DIMAR) créée fin juin 2010 et dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis, a obtenu 6,1% des suffrages (19 sièges) .

En revanche, l'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, comme le parti d'extrême droite de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), fondé et dirigé par Georgios Karatzaferis, échouent à atteindre le seuil de 3% des voix indispensables pour être représenté au Parlement. Elles ont recueilli respectivement 2,6% et 2,9% des voix. Le LAOS paie sans aucun doute sa participation au gouvernement sortant.

L'un des événements de ce scrutin est le résultat obtenu par le parti néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée), dirigé par Nikolaos Michaloliakos, qui a obtenu 6,97% des voix (21 sièges). « *Vous m'avez insulté, mis de côté, humilié, mais j'ai gagné. Maintenant, tous les étrangers hors de mon pays ! L'heure de la peur a sonné pour les traîtres à la patrie* » a déclaré son leader dès l'annonce des résultats. Il a également indiqué que son parti allait « *lutter contre les des requins de la finance étrangers et l'esclavage imposé à la Grèce par le plan de sauvetage du FMI et l'Union européenne* ».

Ce résultat est un coup de tonnerre dans un pays où la tradition antifasciste est particulièrement forte. La nationalisation des banques ayant reçu une aide de l'Etat, le réexamen de la dette nationale, l'arrestation immédiate et l'expulsion de tous les immigrés illégaux, la surveillance des frontières grecques par l'armée et la mise en place de mines antipersonnel à la frontière avec la Turquie sont les grandes lignes du programme de Chryssi Avghi qui se veut un parti « *nationaliste* » qui « *protège les Grecs* ».

« *C'est un parti fascisant qui exprime les tendances les plus extrêmes* » indique Georges Prevelakis, professeur de géopolitique. Selon Gerassimos Moschonas, politologue de l'université Pantéion d'Athènes, le parti a prospéré sur la crise économique mais également sur l'immigration. Le pays, qui compte environ un million de migrants sur un total de 11 millions d'habitants, a été, en 2010, la porte d'entrée en Europe de 9 immigrants sur 10. En 2011, 55 000 migrants ont été arrêtés en Grèce après avoir traversé le fleuve Evros (qui sépare la Grèce de la Turquie), soit + 8 000 par rapport à 2010. « *Tous ceux qui ont voté pour Chryssi Avghi ne sont pas des fascistes. Ce sont des gens qui voulaient exprimer leur rage ; c'est un vote antisystème. Beaucoup vont réaliser que Chryssi Avghi est un parti néofasciste* » a indiqué Panagiotis Sotiris, professeur à l'université d'Egée.

La participation, obligatoire en Grèce, a un peu faibli depuis les dernières élections législatives du 4 octobre 2009. Elle s'est élevée à 65,1%, soit - 5,82 points qu'il y a trois ans.

Le leader de la Nouvelle démocratie, Antonis Sama-

ras, qui avait demandé à des compatriotes une majorité de façon à diriger la Grèce sans avoir besoin du soutien du PASOK, a perdu son pari. A l'annonce des résultats, il a appelé à la constitution d'un « *gouvernement de salut national* ». « *Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de former un gouvernement de salut national poursuivant deux objectifs : maintenir la Grèce au sein de la zone euro et peaufiner la politique de renflouement afin de créer de la croissance et de soulager la société grecque* » a-t-il déclaré.

Le leader du PASOK, Evangelos Venizelos, qui a échoué dans son objectif de circonscrire la débâcle de son parti, a également appelé à un gouvernement d'union. Celui-ci doit, selon lui, avoir une nette orientation pro-européenne, tout en se laissant la possibilité de renégocier les termes de l'accord signé avec le FMI et l'Union européenne. « *La Grèce va vivre une nouvelle période de turbulences* » a indiqué l'un des responsables du PASOK, Panos Beglitis.

« *Un gouvernement de coalition pro-européen et pro-réformes est possible mais la Grèce continuera à naviguer dans des eaux inconnues* » a analysé Thanos Dokos, directeur général de la Fondation hellénique pour la politique étrangère et européenne (Eliamep). « *En Grèce, la vraie ligne de partage n'est pas située entre gauche et droite, mais entre privilégiés et non-privilégiés* » a déclaré Georges Sefertzis, analyste politique, qui prédit « *l'effondrement du système politique actuel* ». Les résultats du scrutin du 6 mai conduisent de nombreux analystes à envisager la tenue d'un nouveau scrutin anticipé dès l'automne prochain.

Le président de la République, Carolos Papoulias, devrait demander à Antonis Samaras, leader de la ND, de former le prochain gouvernement. Il disposera de 3 jours pour constituer une équipe. En cas d'échec, le chef de l'Etat devrait alors se tourner vers le leader du parti arrivé à la 2e place, soit Alexis Tsipras, leader de SYRIZA.

Antonis Samaras, qui aura bientôt 61 ans, est diplômé d'économie. Il entre au Parlement pour la première fois en 1977 sous l'étiquette de la ND. En 1989, il est nommé ministre des Affaires étrangères

mais démissionne du gouvernement, comme l'ensemble des ministres de son parti, l'année suivante. Renommé à son poste deux mois plus tard, il est démis de ses fonctions pour avoir défendu une ligne dure dans le conflit qui oppose Athènes à Skopje sur le nom de la Macédoine (refus de voir le pays voisin prendre le nom de Macédoine, celui-ci étant le nom d'une province située au nord de la Grèce, par crainte que Skopje revendique certains territoires grecs).

Antonis Samaras quitte alors la ND, ce qui a pour effet de faire chuter le gouvernement, et fonde Printemps politique. Il reviendra à son parti d'origine en 2004 et sera, cette même année, élu député européen. En 2009, il est nommé ministre de la Culture du gouvernement de Constantin Caramanlis (ND). Après la défaite de son parti aux élections législatives du 4 octobre 2009, il est élu à la tête de la ND avec 50,18% des suffrages contre l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, (39,76%) et Panayiotis Psomiad (10,06%).

Il y a quelques jours le Premier ministre sortant, Lukas Papademos, a appelé le prochain gouvernement à « *veiller à l'application efficace des réformes votées ces derniers mois* ». « *Tout le monde est d'accord pour dire que les lois n'ont de sens et de résultats que lorsqu'elles sont appliquées. Or l'expérience du passé en la matière n'est pas souvent encourageante. Dans ces élections législatives se jouera l'orientation stratégique de la Grèce et son avenir pour les prochaines décennies* » a-t-il ajouté. Le prochain gouvernement devra en effet dès le mois de juin décider de plus de 11 milliards € d'économies supplémentaires pour les années 2013 et 2014 et les faire adopter par le Parlement. Il devra également s'attaquer rapidement à la préparation d'une nouvelle loi fiscale et à la réforme du système judiciaire.

Dans l'hebdomadaire To Vima publié le 6 mai, Antonis Samaras reconnaît que le risque d'une sortie de la Grèce de l'euro était toujours bien réel : « *Le danger immédiat a été évité mais n'est pas totalement écarté* ».

Résultats des élections législatives du 6 mai 2012 en Grèce

Participation : 65,1% (la participation est obligatoire en Grèce)

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Nouvelle démocratie (ND)	1 183 851	18,85	108
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	1 051 094	16,78	52
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	827 459	13,18	41
Parti des Grecs indépendants (AE)	664 737	10,6	33
Parti communiste de Grèce (KKE)	531 293	8,48	26
Aube dorée (CA)	437 005	6,97	21
Gauche démocratique (DIMAR)	382 650	6,1	19
Alerte populaire orthodoxe (LAOS)	182 023	2,9	0
Alliance démocratique (DS)	160 280	2,6	0
Autres	851 004	13,4	0

Source : Ministère de l'Intérieur grec [{}](http://ekloges.yes.gr/v2012a/public/index.html#<cls>:main,>params:)

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.